
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 24/3 (1997)

DOI: 10.11588/fr.1997.3.61007

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Pologne et en Tchécoslovaquie dans le *Neue Vorwärts*, organe central du parti dont la publication est arrêtée à partir d'avril 1940.

Sur les huit responsables siégeant encore à Paris après l'éviction des minoritaires de gauche (Aufhäuser, Böchel et Hertz) et la mise à l'écart de Georg Dietrich et Marie Juchacz, considérés proches de ces derniers, six – dont deux de l'appareil (Geyer et Heine) pratiquement cooptés se répartiront entre les États-Unis et la Grande-Bretagne. Le président Wels meurt en 1939 à Paris, de même que le trésorier du SPD Crummenerl en 1940. Rudolf Hilferding, coopté en 1939 sera arrêté et livré comme Rudolf Breitscheid, qui ne croyait plus à l'action politique de ses camarades, par la police de Vichy à la Gestapo en 1941. Il aura fallu sept années et un 3^e exil pour que se constitue pour la première fois en 1941 à Londres une Union de toutes les organisations socialistes allemandes en exil sous la présidence de Hans Vogel. A New York une union de même nature s'était esquissée dès 1939, la German Labour Delegation, au sein de laquelle se retrouvent le responsable de la direction majoritaire SPD Fritz Stampfer et le syndicaliste minoritaire Friedrich Aufhäuser, qui en avait été exclu en 1935. Quant à Juchacz et Dietrich, également réfugiés aux États-Unis, ils préfèrent rejoindre le Council for Democratic Germany. Une petite délégation de la Sopade reste aussi en Suède sous l'égide d'Emil Stahl, membre élu de la direction. Au total: sur les vingt membres de la direction, élus ou réélus en avril 1933 lors de la dernière conférence SPD du Reich, 5 sont morts ou ont péri de suites d'arrestations (sans compter Breitscheid et Hilferding), 4 semblent avoir survécu en Allemagne, Vogel et Böchel sont morts en exil peu après la libération. Exception faite de 3, tous les autres en exil ont regagné l'Allemagne où ils ont encore repris des fonctions dirigeantes ou importantes dans la vie politique. Ce qui ressort en fin de compte de cette période d'exil, c'est le maintien d'une tradition gestionnaire sans réel effort d'analyse théorique, hormis chez quelques membres des petits groupes de gauche et, de ce fait, l'incapacité de garder le contact avec la base, en particulier les camarades engagés dans l'action clandestine.

Pourvue d'une introduction historique, de notes abondantes, d'une importante bibliographie et de trois index, cette édition constitue un outil de travail pour les spécialistes du mouvement ouvrier. Aux non initiés elle fournira un terrain de réflexion toujours actuel, malgré le changement du contexte, sur les dangers d'une pratique politique bureaucratique en période de crise majeure.

Rita THALMANN, Paris

Jörg J. BACHMANN, *Zwischen Paris und Moskau. Deutsche bürgerliche Linksintellektuelle und die stalinistische Sowjetunion 1933–1939*, Mannheim (Palatium Verlag im J. und J. Verlag) 1995, 475 p.

Les intellectuels forment un peuple souvent maltraité. Tandis que le grand public semble à la fois fasciné et contrarié par leur non-conformisme, leur esprit critique et leur irréductibilité, les chercheurs qui en font leur objet d'étude sont motivés, le plus souvent, par cette ambivalence même. J. Bachmann est de ceux qui voudraient réhabiliter la contribution des intellectuels à la culture politique d'un pays sans pour autant renoncer à un regard critique quant à leurs défaillances¹.

Pour ce faire, l'auteur a choisi d'étudier, en se basant sur leurs publications, le spectre d'une «gauche libérale et intellectuelle allemande»² et son évolution spirituelle et politique

1 L'ouvrage, mémoire de thèse, paraît dans la toute récente collection intitulée *Mannheimer Historische Forschungen* qui est dirigée par l'Institut Historique de l'Université de Mannheim.

2 Le terme «bürgerlich» a une connotation double parce qu'il désigne à la fois le citoyen et le bourgeois. D'où le choix de le traduire par «libéral».

dans l'exil forcé, tout au long des années trente. Conscient de la difficulté que présente la définition claire de «l'intellectuel libéral de gauche», l'auteur a recours à une approche mannheimienne («freischwebende Intelligenz»), bien qu'il admette les limites. Il privilégie les écrivains-publicistes parce que «de tels intellectuels tentaient d'intervenir par leurs publications dans les conflits politiques de tous les jours» [26]. Pour éviter l'aspect d'une monographie, il met en avant «la pensée des intellectuels de gauche» qui donne une «certaine continuité» à leurs représentants successifs [30]. En guise d'introduction, il récapitule brièvement leurs positions politiques sous la République de Weimar [43–117].

Cette digression nécessaire montre que ces intellectuels s'inspirent avant tout des «idées de l'Aufklärung et de la Révolution Française». Dans cette perspective idéaliste et parfois anachronique, Bachmann relève des apories comme leur cécité à l'égard de la situation économique et sociale. L'auteur évoque à juste titre l'interchangeabilité des concepts qui restent dans le flou des valeurs dites intemporelles. Car dans une société laïque, les notions de Justice, Humanité, Raison etc. sont soumises aux interprétations changeantes des protagonistes dans le combat politique. Dans leur lutte pour le «renouveau par l'Esprit» («seelischgeistige Erneuerung» [64], les intellectuels de gauche souffrent donc d'une certaine «imprécision terminologique» [60].

Cette foi dans l'humanisme et l'action des hommes raisonnables reste aussi le moteur principal quand, par la suite, ces intellectuels se rapprochent, avec hésitations, des positions staliniennes. Néanmoins, depuis leur exil, ils doivent constater le naufrage du «renouveau par l'Esprit». L'auteur en conclut que la conjoncture politique (la prise du pouvoir par les nazis, la politique d'apaisement des démocraties occidentales) associée à une approche le plus souvent phénoménologique de la politique, fait pencher la balance du côté de la révolution communiste («Moscou») sans vraiment renoncer à la révolution bourgeoise et citoyenne («Paris»). «Entre Paris et Moscou», c'est donc le thème développé avec tous ses soubresauts dans la partie centrale de l'étude [168–432].

L'approche phénoménologique garantit par ailleurs à ces intellectuels une certaine «continuité de pensée» bien que cette dernière doive subir les chocs d'une Realpolitik défiant tout humanisme. L'hommage que Schwarzschild, éditeur de *Das Neue Tagebuch*, rend à Dollfuß, «qui a sauvé l'Autriche du nazisme», ou le fait que W. Schlamm, journaliste de la *Neue Weltbühne*, appelle «à ne craindre ni la mort ni le diable pour s'allier contre Hitler» [131] sont les indices les plus criants de ce changement. Dans le même contexte, le dégel entre l'Union soviétique et ses anciens ennemis capitalistes (1935/36) est considéré comme une première réussite dans la lutte anti-nazie et dans l'abandon du dogmatisme du côté du régime communiste [190–210].

Entre-temps convaincus de l'échec d'une démocratie purement formelle, car c'est ainsi qu'ils jugent la République défunte de Weimar, ces intellectuels prônent l'égalité des conditions socio-économiques, donc une économie planifiée dont la mise en œuvre va bien évidemment de pair avec une restriction des libertés individuelles. Cette revendication ne leur semble pas être en contradiction avec les idées de la Révolution Française, mais «l'accomplissement d'un devoir jusqu'alors non achevé» [161]. On se demande toutefois pourquoi ils ne mettent pas à profit les analyses politico-économiques que d'autres exilés font paraître dans la *Zeitschrift für Sozialforschung* (jusqu'en 1938 chez Félix Alcan, Paris). Au contraire, leur conception du capitalisme s'inspire encore de l'époque de l'industrialisation dont l'archétype est le capitaliste, propriétaire des moyens de production. Ils ne voient pas que le fascisme pourrait être une modalité du libéralisme³.

3 Des termes comme «égoïsme aveugle de l'économie» («mit Blindheit geschlagener Wirtschaftsegoismus» [150]) trahissent leurs auteurs. Cf. par exemple la critique amère que Horkheimer adresse aux intellectuels, aux libéraux et aux juifs dans son article «Die Juden und Europa», in: *Zeitschrift für Sozialforschung* 8 (1939) reprint Munich, 1980, p. 115–137.

La »disposition à la dictature« (»Diktatur-Bereitschaft« [155, 386]), par ailleurs une des constantes dans la pensée de ces intellectuels (»Die Diktatur der Geistigen« 1918; H. Mann, *Die Diktatur der Vernunft* 1923), fléchit quelque peu sous l'effet des purges staliniennes [383–431]. Les condamnations des mesures staliniennes par les uns et leurs justifications par les autres mettent leur fragile unité à rude épreuve. Ils tentent de résoudre ce dilemme par une stratégie d'exclusion à l'égard du »McCarthyisme dans l'exil« (Jaspers cité d'après Bachmann [431]). La nouvelle du pacte germano-russe semble définitivement rompre les liens fragiles entre les intellectuels libéraux de gauche et l'Union soviétique. Quelques biographies dans l'après-guerre, dont Bachmann fait brièvement l'esquisse [440, 441], en témoignent.

Tout bien considéré, Bachmann procède à une analyse bien documentée et passionnée des efforts constants des intellectuels libéraux de gauche pour comprendre l'évolution politique de leur temps et leurs contributions conceptuelles à une société post-hitlérienne. Cependant, on regrette qu'il ne pose pas la question de savoir pourquoi il n'y a pas de relations entre les intellectuels libéraux de gauche et les théoriciens de gauche [25]. Dans ce même contexte, il est également regrettable qu'il n'exploite pas plus sa constatation très pertinente (»l'imprécision terminologique« [60] dans le cadre de l'étude des discours. Peut-être y a-t-il là une des clés de l'échec des intellectuels libéraux de gauche, ou comme Horkheimer l'exprime sans pitié en 1939: »Mag das Loblied, daß die Intellektuellen auf den Liberalismus anstimmen, oft schon zu spät kommen, da die Länder rascher in totalitäre sich umwandeln, als die Bücher Verleger finden, sie geben die Hoffnung nicht auf, daß irgendwo die Reformierung des westlichen Kapitalismus glimpflicher sich abspielt als die des deutschen und gut empfohlene Fremde doch noch eine Zukunft haben«⁴.

Martin RASS, Lisieux

Dieter MUSKALLA, *NS-Politik an der Saar unter Josef Bürckel. Gleichschaltung – Neuordnung – Verwaltung*, Saarbrücken (Saarbrücker Druckerei und Verlag) 1995, 712 S. (Veröffentlichungen der Kommission für saarländische Landesgeschichte und Volksforschung, 25).

In den zahlreichen Arbeiten zur Geschichte des Saargebietes bzw. des »Saarlandes«, eines durch den Versailler Vertrag geschaffenen administrativen Gebildes, wurde bisher die Phase der NS-Herrschaft von 1935 bis 1945 weitgehend ausgespart. Bezüge wurden fast ausschließlich hergestellt in Untersuchungen über den regionalen Widerstand. Dagegen steht im Mittelpunkt von Muskallas Arbeit der Versuch einer administrativen Neugestaltung der »Saar von Versailles« durch die Nationalsozialisten, die allerdings keineswegs die Schaffung eines eigenständigen Reichslandes anstrebten, wenn auch am Ende ihr Regiment objektiv durchaus zu einer staatlichen Eigenständigkeit des Saargebietes beigetragen hatte.

Im Mittelpunkt der NS-Politik an der Saar stand der »Reichskommissar für die Rückgliederung des Saarlandes«, Josef Bürckel, der 1935 an die Spitze der gesamten Verwaltung trat. Bürckel, seit 1925 als Gauleiter der NSDAP für die Rheinpfalz und später auch zugleich für

4 Ibid., p. 116. »Il se peut que les louanges du libéralisme que chantent les intellectuels arrivent le plus souvent trop tard parce que les pays adoptent plus vite des régimes totalitaires que les livres ne trouvent des éditeurs; les intellectuels pourtant ne désespèrent pas qu'ailleurs le capitalisme occidental pourrait être réformé d'une façon moins douloureuse qu'en Allemagne et que, malgré tout, il y aurait un avenir pour des formes qu'on conseille avec empressement à l'étranger.« Pour voir les implications de la »confusion terminologique« cf. par exemple M. GANGL, G. RAULET (dir.), *Intellektuellen-diskurse in der Weimarer Republik. Zur politischen Kultur einer Gemengelage*, Frankfurt/Main (Campus), Paris, New York 1994, ouvrage qui complète à maints égards l'étude présentée ici.